



REFERAT VON CHRISTIAN LEVRAT, PRÄSIDENT SP SCHWEIZ DISCOURS DE CHRISTIAN LEVRAT, PRÉSIDENT DU PS SUISSE

*Es gilt das gesprochene Wort.
Seules les paroles prononcées font foi.*

Chères et chers camarades,
Liebe Genossinnen und Genossen,

Vielleicht wisst ihr es schon: Dies ist die letzte Delegiertenversammlung der SP, die ich leiten darf. Ich kann euch versichern, dass der Entscheid, nach 12 Jahren als Präsident unserer Partei keine weitere Amtszeit anzustreben, mit einem guten Stück Wehmut verbunden ist. Diese 12 Jahre sind – zumindest für mich – wie im Flug vergangen. Ich sehe es als ausserordentliches Privileg an, dass ich zusammen mit euch meine Leidenschaft für Politik und soziale Gerechtigkeit in vollen Zügen ausleben konnte. Nun ist es aber an der Zeit, eine neue Seite aufzuschlagen und Platz zu machen für eine neue Führung der Partei.

Verabschieden werden wir uns heute jedoch noch nicht, und zwar aus drei Gründen: Erstens, weil wir dies am Parteitag im April tun werden. Dies wird die Gelegenheit sein, all jenen zu danken, ohne die nichts möglich wäre, angefangen bei Rebekka und Michael, ihren Vorgängerinnen Flavia und Leyla, Stefan und Thomas, und mit ihnen alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Sekretariats. Die Gelegenheit, zu sagen, dass hinter der geleisteten Arbeit ein Team steht. Die Gelegenheit, zu sagen, dass die von den Mitgliedern des Präsidiums und der Geschäftsleitung investierte Zeit und Energie unsere Anerkennung verdienen. Nicht zuletzt werde ich wiederholen, dass ich – und das habe ich im Laufe der Jahre immer wieder betont – an die kollektive Intelligenz glaube, und mir die tausenden Frauen und Männer, welche die Partei in unseren Gemeinden und Quartieren verkörpern, für immer in Erinnerung bleiben werden. Sie sind es, die während dieses langen Wahlkampfes in den Städten und auf dem Land Überzeugungsarbeit geleistet haben. Es liegt nun an jedem und jeder von ihnen – von uns – die Lehren aus den jüngsten Wahlen zu ziehen.

Und genau das ist der zweite Grund, weshalb es unvernünftig wäre, sich heute mit Dankesreden und Feiern aufzuhalten. Wir müssen gemeinsam über die Ursachen unseres überraschenden Rückschlags vom vergangenen Oktober nachdenken. Und darüber, was wir aus der nächsten Legislatur machen wollen. Denn die Schweiz hat das fortschrittlichste Parlament seit Jahrzehnten, das ist eine Chance, die wir nutzen müssen.

Der dritte Grund, die Zeremonien zu verschieben, ist, dass ich nicht vom politischen Parkett verschwinde. Im Gegenteil, ich freue mich darauf, gemeinsam mit anderen dazu beizutragen, die kommende Legislatur erfolgreich zu gestalten und dafür zu sorgen, dass wir 2023 auf erhebliche Fortschritte in den Bereichen Klimapolitik, Renten, Krankenkassenprämien und Europa zurückblicken können. Über meine Nachfolge werde ich jedoch schweigen. Bei rein parteipolitischen Fragen werde ich zurückhaltend sein. Ich hatte zwölf Jahre Zeit, um zu sagen, was ich zu sagen hatte. Von nun an liegt es an anderen, dies zu tun.

1

Im Augenblick sollten wir drei Punkte ansprechen: das Ergebnis der Wahlen, die Perspektiven für die Legislatur und die Zusammensetzung des Bundesrats.

Une gauche triomphante, un PS au plus bas, pourquoi ?

Beaucoup a déjà été dit sur les élections du 20 octobre. Les Verts ont gagné 16 sièges au Conseil national. Nous en avons perdu 4. On a glosé sur le plus mauvais score de l'histoire du PS Suisse. C'est vrai, et même si c'est également le plus mauvais score de l'histoire du PDC et du PLR, même si l'UDC a subi la pire perte en siège qu'un parti politique n'ait jamais enregistré en Suisse, notre recul est d'autant plus douloureux qu'il nous a surpris, avouons-le.

Nous vous avons présenté, non pas une analyse exhaustive, mais quelques faits pour nourrir nos réflexions. Mais avant d'y venir, laissez-moi vous mettre en garde. Demain ou lundi plus vraisemblablement, nous lirons dans quelques titres bien-pensants que cette analyse est bien mièvre et complaisante. Leurs papiers sont déjà écrits : la seule analyse qui leur conviendrait serait celle qui conduirait le PS Suisse à adhérer immédiatement et en masse au Parti Vert'libéral. Ce n'est pas la mienne, n'en déplaise au *Tages Anzeiger*, au *Bund* ou à la *NZZ*.

Je ne doute pas du reste que certaines et certains ici penseront à la lecture de ce document : bien sûr, c'est vrai, mais c'est un peu court. D'accord. C'est un peu court, parce que nous avons fait l'effort de mettre en évidence ce qui est avéré, les faits auxquels nous devons nous confronter. Il ne s'agit pas à ce stade de convictions personnelles, mais d'analyses. Les syndicalistes peuvent penser qu'il faut mettre davantage la question sociale en évidence, les sociaux-libéraux que notre approche du monde du travail doit être modernisée, les pro-européens que nous devons aborder avec plus d'enthousiasme la question européenne, les spécialistes de la politique environnementale que nous devrions en faire plus ou différemment. Ces débats sont légitimes, nous allons les mener. Mais laissez-moi, avant tout, rappeler quelques faits, parmi ceux qui me paraissent les plus saillants dans l'analyse qui vous a été remise.

Premier constat :

L'électorat de gauche voulait envoyer un signal aussi fort que possible en faveur du climat et il a réussi.

L'élection de 2019 était en effet une « élection climatique ». Tous les chiffres et toutes les études disponibles à ce jour montrent que le PS a surtout perdu des voix au profit des Verts, et seulement dans une faible mesure au profit des Vert'libéraux. Cela est vrai, même dans le canton de Zurich, comme le montrent les premières évaluations de l'office fédéral de la statistique (OFS) : les Verts progressent au détriment du PS, les Vert'libéraux aux dépens du PLR.

Pendant la campagne électorale, nous avons toutes et tous assisté à des conversations de ce genre : « D'habitude, je vote toujours pour le PS, je sais que vous faites une meilleure politique que les Verts, y compris en matière écologique, mais je veux envoyer le signal le plus fort possible en faveur du climat. Cette fois-ci, je voterai vert. »

Dans la même logique, et pour les mêmes raisons, les jeunes qui manifestent pour le climat ont voulu donner le signe le plus énergique, et se sont naturellement tournés vers le parti qui, à leurs yeux, incarne le mieux ce virage climatique: parmi les nouveaux électeurs et électrices et ceux qui votaient pour la première fois, la part soutenant le PS est tombée d'environ 20 % à 12 %. Les Verts, au contraire, ont doublé leur part dans ce groupe d'électeurs, pour atteindre environ 20 %. Ces électeurs, ce sont nos enfants et adolescents qui manifestent depuis des semaines en faveur du climat.

Deuxième constat :

Le PS et les Verts sont considérés comme interchangeables

Pendant la campagne électorale, nous avons répété, à de nombreuses reprises, que le PS poursuivait, dans une large mesure, la même politique climatique que les Verts. Cela est vrai, mais l'effet sur l'électorat est à double tranchant. Nous avons envoyé le message selon lequel il n'y avait aucune différence, politiquement parlant, à voter pour les Verts plutôt que pour le PS, et vice versa. La politique qui en résulte est la même, seul le signal diffère.

Cet effet a été renforcé par les notations et les évaluations Smartvote largement diffusées dans les médias classiques et sociaux – lesquelles notations et évaluations n'ont guère montré de différences entre PS et Verts. En outre, les apparentements étendus – aussi justes et importants soient-ils – n'ont pas aidé les électeurs à faire la différence entre le PS et les Verts.

Troisième constat :

Un fort désir de voir émerger des forces et des têtes nouvelles

Dans le brouhaha médiatique, on oublie souvent que le PS n'est pas le seul à avoir perdu du terrain. Le PDC et le PLR ont également obtenu les pires résultats électoraux de leur histoire. Et l'UDC a dû encaisser son plus mauvais score depuis 1999. Ensemble, les partis gouvernementaux « traditionnels » (PS, PLR, PDC et UDC) ont perdu 25 sièges et sont plus faibles que jamais en ce qui concerne les parts d'électorat et le nombre de sièges obtenus.

Cette évolution s'explique d'une part par la question climatique. Celles et ceux qui constatent que la politique a négligé la question climatique et qu'une nouvelle politique climatique est nécessaire sont plus enclins à choisir des partis qui n'appartiennent pas à « *l'establishment* » plutôt que des partis qui en ont fait trop peu à cet égard depuis des décennies. D'autre part, l'érosion des partis populaires traditionnels est un phénomène que l'on peut observer partout en Europe, voire dans le monde.

Parti établi, parti gouvernemental depuis 70 ans, contraint de faire ici et là des compromis, le PS a été partiellement – et de mon point de vue injustement – tenu pour coupable de l'échec de la droite à mener une politique climatique acceptable ou une politique européenne raisonnable, à réformer notre système de retraite ou à modérer les augmentations de prime. À l'heure du « dégagisme », certains ont visiblement considéré que le parti socialiste, avec son ancrage dans l'histoire sociale et politique de notre pays, ne faisait pas – provisoirement – partie de la solution, et qu'il n'incarnait pas suffisamment un renouveau de la politique en Suisse.

Quatrième constat :

La droite a réussi à réduire le thème de l'égalité à la question de la représentation.

Le 14 juin 2019, un demi-million de femmes a manifesté en faveur de l'égalité salariale, de l'augmentation du nombre de places dans les crèches/garderies, de la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle, de la fin de la violence à l'égard des femmes, de la reconnaissance du travail d'aide non rémunéré (travail de *care*) et de la présence accrue des femmes en politique et dans l'économie. Les exigences formulées lors de cette manifestation, la plus grande de l'histoire de la Suisse, étaient multiples et progressistes. Or, une seule d'entre elles a réussi à faire son chemin jusque dans la campagne électorale : celle qui appelle de ses vœux un plus grand nombre de femmes en politique.

Avec l'aide des médias, le camp bourgeois a réussi à réduire le thème de l'égalité à la question de la représentation. Et avec succès, car la proportion de femmes au Conseil national a nettement augmenté et dépasse aujourd'hui pour la première fois la barre des 40 %. La raison principale vient du fait que, dans le camp bourgeois, beaucoup plus de femmes se sont portées candidates et ont été élues que par le passé.

Le PS n'a pas pu bénéficier de cette dynamique, bien qu'il – ou parce qu'il – donne déjà l'exemple d'une représentation équilibrée des genres au Parlement et dans les fonctions gouvernementales depuis des décennies. Les femmes ont été très bien élues sur les listes du PS également, mais probablement plutôt, par cumul interne que par des votes panachés sur des listes tierces. La discussion sur la représentation a eu pour conséquence positive que les partis bourgeois ont, pour la première fois, encouragé et proposé des candidatures féminines. Le PS qui, comme les Verts, présente des listes électorales paritaires depuis des décennies, a ainsi perdu l'un des traits distinctifs « exclusifs » de son positionnement. Cette fois-ci, les électrices ayant tendance à voter pour le camp bourgeois ont trouvé suffisamment de femmes pour qui voter dans « leurs » partis. Il n'était dès lors plus impératif d'élire des membres du PS ou de panacher des listes tierces avec des femmes socialistes pour renforcer la représentation des femmes, car cela était aussi possible en donnant des voix au camp bourgeois.

Zusammenfassend – und in Erwartung eurer Gedanken gleich im Anschluss – möchte ich zu einem sehr persönlichen Schluss kommen: Die Klimafrage hat die Wahlen dominiert, jeder siebte sozialdemokratische Wähler – im Übrigen wohl vor allem jede siebte Wählerin – hat grün gewählt. Und dies mit dem klaren Ziel, ein Signal für die Umwelt zu setzen.

In unserer Kampagne haben wir uns als Progressive klar und deutlich vom Rechtsblock abgegrenzt. Unser Hauptziel war der Bruch der rechten Mehrheit. Und in dieser Logik haben wir mobilisiert. Unser Linksrutsch-Narrativ hat sich in der Öffentlichkeit sehr rasch durchgesetzt und der Linken als Ganzes sicherlich geholfen.

Für die SP funktioniert das aber nur, wenn die Wählerinnen und Wähler uns mit diesem Hauptziel verbinden. Mit anderen Worten, wenn man die SP als jene Kraft wahrnimmt, die man wählen muss, wenn man die « rechte Mehrheit brechen » will. Dies war eindeutig nicht der Fall. Im Gegenteil: Dort, wo unser Motto verstanden wurde als « Hauptsache links wählen, egal welche Partei », hat dies unter den Wählern mit schwacher Parteibindung wohl zu einer Stimme für die ökologischen Parteien geführt.

Um die Linke – die ganze Linke – zu mobilisieren, haben wir die Unterschiede zwischen den grünen und unseren Positionen verwischt, weil wir Partner in diesem progressiven Lager waren. Unter diesen Umständen ist es logisch, dass die «trendigste» Partei den Erfolg davonträgt. Und diesmal war es nicht die SP.

In dieser Situation wird es nun zentral sein, unsere Beziehung zu den Grünen neu zu definieren oder zu bestätigen: Partner in einem progressiven Lager oder Rivalen in einer pluralistischen und sich verändernden Linken. Wahrscheinlich beides. Aber in welchem Verhältnis? Verbündete oder Konkurrenten bei welchen Themen? Mit welchen Spannungslinien und Konvergenzen bei der Klimafrage?

Das progressivste Parlament seit Jahrzehnten – pour quoi?

Die Linke – die SP im Besonderen – ist Spezialistin für Selbstkritik, auch wenn einige Journalisten unbelehrbar das Gegenteil schreiben. Diese Phase der Selbstbeobachtung, so notwendig sie auch sein mag, darf uns aber das Wesentliche nicht vergessen lassen: Die Männer und Frauen, die uns gewählt haben, haben dies nicht getan, damit wir in einem halbdepressiven Zustand über die Positionierung der Partei brüten. Sondern, um eine Politik in ihrem Interesse zu machen. Für eine ökologische, soziale und solidarische Schweiz.

Letztlich war unsere Wahlstrategie erfolgreich, auch wenn sie den Erfolg der Grünen gestärkt hat. Die rechte Mehrheit ist gebrochen, wir haben das progressivste Schweizer Parlament seit Jahrzehnten. Es liegt jetzt an uns, etwas daraus zu machen. Eine Legislatur geht schnell vorüber, wir müssen sofort anfangen. Umso mehr, als in den kommenden Monaten zwei entscheidende Abstimmungen auf uns zukommen.

Zunächst stimmen wir am 17. Mai über die Fortführung der Personenfreizügigkeit ab. Die Initiative der SVP wirft eine zentrale Frage auf: Wollen wir die bilateralen Abkommen, die uns an Europa binden, beibehalten? Das ist der Swissxit-Moment der Politik. Der Verzicht auf die Freizügigkeit bedeutet, unseren Bürgerinnen und Bürgern die Möglichkeit zu nehmen, sich in Europa niederzulassen, wo immer sie wollen. Es sind 700'000 Menschen, die sich für den Weg ins Ausland entschieden haben. Der Verzicht auf die Freizügigkeit bedeutet, unseren Spitälern die Einstellung von Ärztinnen aus der EU zu verbieten. Bedeutet, die Einwanderung von Ingenieuren und Technikern, die unsere Industrie benötigt, drastisch zu begrenzen. Bedeutet, in die Kasernenschweiz zurückzukehren, zum unwürdigen Saisonier-Status, der ganze Familien zu jahrelanger Trennung gezwungen hat.

Die oberste Priorität in den kommenden Monaten wird daher sein, diese Kampagne zu führen und klar zu gewinnen. Danach können wir die Diskussionen über ein Rahmenabkommen mit der EU gelassener wieder aufnehmen. Diese Diskussionen – entschuldigt bitte, wenn ich hier meine persönliche Haltung ausdrücke – können nur dann zu Ergebnissen führen, wenn die Schweiz in Brüssel ein neues Angebot macht, insbesondere im Bereich des Lohnschutzes. Hier werden die Sozialpartner in nützlicher Frist Vorschläge präsentieren müssen.

Die zweite zentrale Abstimmung betrifft das CO₂-Gesetz. Reaktionäre Kreise haben bereits das Referendum angekündigt. Lasst mich euch warnen. Es wird nicht so einfach sein, dieses

Referendum zu gewinnen, wie sich dies einige Leute nach der grünen Welle bei den Wahlen vorstellen. Bei den jüngsten Referenden in Bern und Solothurn und in Freiburg vor einigen Jahren haben die kantonalen Energiegesetze gelitten. Die SVP wird alles in die Waagschale werfen. Sie wird versuchen, die Dynamik der neuen Legislatur mit einem Sieg an der Urne zu brechen, so wie es uns in der letzten Legislatur mit dem siegreichen Referendum gegen die USR III gelungen ist.

Das CO₂-Gesetz wird die Legislatur prägen. Und darum – um ehrlich zu sein – bin ich sehr verärgert über die unheilige Allianz der Grünen mit der SVP, die Behandlung dieses CO₂-Gesetzes im Parlament zu verschieben. Meiner Meinung nach müssen wir schnell handeln, höchstens marginal von der Version des Ständerates abweichen und die Volksabstimmung gewinnen. Sobald wir die Unterstützung der Bevölkerung haben für klare Emissionsreduktionsziele, für ernsthafte Massnahmen im Bereich Heizungen und Luftverkehr sowie für eine Kompensation von Brennstoffimporten, können wir auf dieser Dynamik aufbauen und weitergehende Schritte anpacken. Wenn wir die Behandlung des CO₂-Gesetzes jetzt in der Hoffnung auf Verbesserungen durch das neue Parlament verzögern, hiesse das, den wertvollen Spatz in der Hand loszulassen. Wir dürfen nicht vergessen: das oberste Ziel besteht darin, die unvermeidliche Volksabstimmung zu diesem Thema zu gewinnen. Denn in einer direkten Demokratie erfordert jeder tiefgreifende politische Wandel eine Legitimation durch die Bevölkerung. Und das muss so schnell wie möglich geschehen, um den Weg für ehrgeizigere Reformen zu ebnen.

Wir könnten tausend weitere Prioritäten für die kommende Legislaturperiode auflisten, angefangen bei den Renten, den Krankenkassenprämien, den unverzichtbaren Fortschritten auf dem Gebiet der Gleichstellung – hier muss ein erster Schritt am 9. Februar mit der Abstimmung über die Antidiskriminierungsnorm getan werden –, bis hin zum Referendum gegen den Steuerbonus für reiche Eltern oder der Konzernverantwortungsinitiative. Wir werden in den kommenden Wochen und Monaten Zeit haben, uns mit all dem zu befassen.

Dans l'immédiat, nous allons devoir procéder à l'élection du Conseil fédéral. Deux logiques s'affrontent: d'une part celle qui entend, au nom de la concordance, intégrer toutes les grandes forces politiques, celles qui disposent d'élus dans les deux chambres, et qui, de par la volonté populaire, disposent de sièges dans les exécutifs cantonaux. C'est incontestablement le cas de l'UDC, du PS, du PLR, du PDC et des Verts. Mais pas – en tous les cas pour l'heure – des Verts libéraux.

La seconde privilégie une approche arithmétique de la question, et ne retient que la formule appliquée en 1959: 2 – 2 – 2 – 1. En omettant de préciser que nous avons alors trois partis aux environs de 20 % (le PLR, le PS, le PDC) et un quatrième aux environs de 10 % (le PAI d'alors, l'UDC actuelle). Selon cette logique-là, le quatrième parti représenté (le PDC) doit céder un siège au nouvel arrivant (les Verts). Il est pour le moins étonnant de voir aujourd'hui ces mêmes démocrates-chrétiens s'appuyer sur cette formule et sa stabilité pour refuser d'entendre la candidate des Verts. Ils ne semblent pas réaliser que radicaux et UDC, en bétonnant cette approche mathématique, mettent à disposition des Verts le siège du PDC lui-même en 2023. Le parti de Gerhard Pfister semble vouloir ne laisser à personne l'honneur de sceller son sort, il s'apprête à clore lui-même par son vote le 11 décembre prochain la période de sa participation au gouvernement. Soutenir le 2 – 2 – 2 – 1 du PLR et de l'UDC,

c'est admettre que si les Verts confortent en 2023 leur position actuelle, les démocrates-chrétiens s'effaceront.

Et nous? Le nouveau Groupe en décidera. Pour ma part, je préfère à toutes ces considérations mathématiques une logique politique. L'UDC et le PLR n'ont plus de majorité au Conseil national, ils n'en ont pas au Conseil des États, pourquoi la garderait-il au Conseil fédéral. Ou exprimé différemment, le PDC se glorifie de son rôle d'arbitre au parlement, pourquoi le refuse-t'il au Conseil fédéral? Ou encore: cette majorité de droite n'a porté aucune des réformes urgentes et nécessaires pour notre pays, ni sur l'Europe, ni sur les retraites, ni sur le climat, ni sur les primes maladie, pourquoi faut-il lui permettre de poursuivre son voyage à la tête du gouvernement? Ou bien si vous préférez: nous ne sommes pas en phase avec la stratégie du ministre des Affaires étrangères, une politique qui rompt avec celle de ses prédécesseurs sur le Moyen-Orient, sur le rôle de la Suisse à l'ONU, sur l'aide au développement, pourquoi devrions-nous empêcher une modification de la composition du Conseil fédéral?

Nous répondrons à ces questions, ensemble au sein du groupe et au terme de nos débats. Et nous le ferons avec élan et énergie. Pour l'instant deux tâches nous attendent: analyser sans fard les causes de notre recul, et faire le maximum de la victoire électorale que la population a donnée à la gauche dans ce pays. Et rassurez-vous, ce n'est pas de la schizophrénie: c'est juste de la lucidité, sans effets de manches, sans le pathos qui sied parfois à ce genre d'exercice, mais avec la détermination de répondre ensemble aux attentes des électrices et électeurs progressistes de ce pays.